

## AVANT-PROPOS

Notre titre paraîtra violent ou provocateur à tous ceux dont la posture consiste à vénérer le premier président socialiste de la V<sup>e</sup> République. Il pourra de même offenser les admirateurs sincères de son œuvre politique, du congrès d'Épinay à l'élection de 1981 et, au-delà, de ses deux mandats. Pour les autres, adversaires de toujours ou d'un moment, pour les gaullistes et, paradoxalement peut-être, pour certains membres du parti ou de la mouvance socialistes, ce titre semble annoncer certaines vérités que cet homme complexe, sa vie durant, souhaita dissimuler à la connaissance du plus grand nombre.

Qu'il appartienne à l'une ou l'autre de ces tendances, le lecteur doit être rassuré de prime abord. Le biographe qui se penche sur ces dix années de la vie de François Mitterrand est d'abord fasciné par le personnage, comme il peut l'être par d'autres figures politiques du siècle passé : celles de Georges Clemenceau ou de Charles de Gaulle par exemple, les seules qui lui soient comparables sous nombre d'aspects. En revanche, il est indemne de complaisance, d'opportunisme ou d'affinité. Il ne se fie guère aux témoignages, même et surtout lorsqu'ils sont validés par des signatures renommées. Il est vrai que le temps a passé, que nombre de ces témoins ont disparu et que différents documents sont désormais accessibles, qui ne l'étaient pas voilà dix ou quinze ans.

Il y a quinze ans précisément, je présentais le projet de cet ouvrage à un éditeur parisien avec lequel j'avais déjà travaillé et qui avait toute ma confiance. Notre premier livre avait été un

succès raisonnable et les discussions préliminaires étaient encourageantes. Je me lançai, avec un ami journaliste, à la recherche de pièces et de récits – raison pour laquelle apparaîtront dans ces pages des références à des conversations tenues avec des témoins aujourd'hui disparus. Nous souhaitions résoudre d'évidentes contradictions soulevées par les documents que nous avons déjà en main.

C'est alors que gesticulèrent furieusement quelques éminences, informées de l'existence d'un projet qui leur apparaissait sacrilège au regard de la mission dont, en leur qualité d'anciens collaborateurs du président défunt ou de témoins supposés objectifs des événements, ils se sentaient investis. L'éditeur recula piteusement et se désolidarisa de ses audacieux auteurs. Plusieurs de ses confrères, pressentis, se récusèrent avec le même empressement.

Quinze ans plus tard, ce livre paraît enfin. Son auteur, désormais solitaire, a toutefois dû affronter de nouvelles difficultés, dont il souhaite ici dire quelques mots, tout d'abord pour remercier le personnel des différents sites d'archives, celui de la Défense à Vincennes, de la préfecture de police de Paris, du département de Paris et enfin des Archives nationales. Du magasinier au conservateur, ils ont contribué par leurs conseils et leur compréhension à la finalisation de ce travail. Même si parfois, dans un premier réflexe ou en raison d'une longue expérience, ils expliquaient désabusés que tel dossier avait été « nettoyé » et qu'il n'était pas nécessaire de le revoir. Nettoyage parfois incomplet, parfois illusoire : le service de Caen, chargé des archives des prisonniers de guerre, conserve la fiche personnelle de François Mitterrand, avec la date de son arrivée au stalag et celle de son évasion. Le scepticisme du responsable local a été balayé à la vue de ce document rédigé en allemand, à la plume, serré parmi ses deux millions de semblables.

Mais tout n'a pas été aussi simple. En dépit de l'appel méritoire de François Hollande au déblocage des archives liées à la période de l'Occupation, certaines sont encore inaccessibles, faute de référencement ou pour d'autres causes. Ainsi, le décret secret de Laval concernant la surveillance généralisée des

Français<sup>1</sup> gisait dans un improbable carton. Mais il arrive parfois, sous les prétextes les plus fantaisistes ou les plus hallucinants, qui vont de la mauvaise foi, fondée sur des interventions visant à bloquer l'accès à l'information, jusqu'à l'évocation du risque d'effondrement d'un bâtiment<sup>2</sup> où se trouve malencontreusement le dossier recherché (en l'occurrence celui du dénommé Jean-Paul Martin), que le document, et donc l'information essentielle, demeure inaccessible.

Dans certaines circonstances, plus l'on se rapproche de la cible – François Mitterrand et sa fratrie –, plus les obstacles se multiplient. Il convient de signaler cette réticence qui nuit depuis 1945 à la connaissance approfondie de son parcours. Si les anciens ministres n'influencent plus les éditeurs, en revanche, d'autres gardiens du temple veillent à empêcher les chercheurs de progresser, afin d'éviter qu'ils ne dégradent la patine de la statue. Raison pour laquelle certaines citations de documents importants seront ici empruntées à d'autres auteurs, qui, mieux en cour car mieux pensants, ont pu accéder à des pièces dont les vigiles savaient qu'ils en feraient un usage débonnaire. Au-delà de ses écrits officiels, il demeure pourtant nécessaire de mieux connaître la pensée de François Mitterrand, sur la base de ses lettres personnelles, afin de vérifier l'intensité de ses sentiments et de sa réflexion, tant en 1942-1945 qu'en 1954-1957, deux périodes essentielles.

Cette démarche n'a donc pas toujours été possible, en dépit de nombreuses, multiformes et toujours courtoises sollicitations. Des institutions privées éludent les demandes. De même, le Conseil d'État veille jalousement à ce que certains dossiers restent inaccessibles, en particulier concernant la période de l'Occupation. L'époque où les nouveaux venus des années 1945 et suivantes, parmi lesquels le regretté André Holleaux, parlaient librement de leurs collègues dévoyés et des visites qu'ils faisaient à certains d'entre eux à l'abbaye-prison de Fontevault semble totalement révolue. Il est vrai que, dans l'intervalle, l'un des

---

1. Voir p. 250.

2. Celui de Fontainebleau, voir p. 345.

jeunes promus de l'année 1942 est devenu lui-même vice-président du Conseil.

Enfin, il importe d'indiquer au lecteur que certains dossiers ont bel et bien été « nettoyés », en tout ou en partie. Ainsi du dossier de la Cagoule, qui a failli disparaître totalement, au terme d'une odyssée peu commune. Si l'essentiel est conservé, certains documents saisis lors des perquisitions, certaines listes ont disparu. Assurément, ces « prélèvements » remontent à l'immédiat après-guerre ou à la décennie 1950.

Fort heureusement, des éléments radicalement nouveaux permettent d'approcher de plus près encore la personnalité, la réflexion et l'action de François Mitterrand. Ils permettent également de mieux connaître ses compagnons des premières heures et de relativiser leurs déclarations. Ils autorisent des progrès dans la connaissance d'un phénomène politique majeur, qui faillit tuer la République : la Cagoule. Mais ils induisent une question cruciale quant au parcours de François Mitterrand : comment a-t-il pu entretenir pendant tant d'années une telle proximité avec des assassins et, pour appliquer le programme du CNR dans la logique du superbe préambule de la Constitution de 1946, promouvoir au rang de conseillers des suppôts du régime de Vichy ? L'objet de ce livre est d'y répondre.

# 1

## UNE SURPRENANTE ALLIANCE

« J'ai été élevé dans un milieu catholique, croyant et très ouvert. [...] À l'époque, quand on était catholique dans une petite ville de province, on se classait automatiquement à droite. La messe séparait le bon grain de l'ivraie. »

*(Ma part de vérité)*

Le 23 janvier 1937, le Russe Dimitri Navachine, ancien directeur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, est assassiné à Paris. On retrouve son corps percé de six coups de baïonnette.

Le 9 juin suivant, les frères Rosselli, ressortissants italiens et opposants socialistes au régime fasciste de Mussolini, sont assassinés sur la route de Bagnoles-de-l'Orne. Le commando de neuf hommes chargé de l'exécution a utilisé le revolver et le poignard. Il a même tenté de faire sauter la voiture des deux frères, renversée dans le fossé, mais le dispositif de mise à feu n'a pas fonctionné.

Deux mois plus tard, dans la nuit du 28 au 29 août 1937, des avions destinés aux républicains espagnols et remisés sur l'aérodrome de Toussus-le-Noble, en Seine-et-Oise, sont incendiés.

Enfin, le 11 septembre 1937, deux explosions presque simultanées détruisent le siège de la Confédération générale du patronat français et celui de la plus puissante de ses fédérations, celle des industries métallurgiques et minières, en plein Paris. Si les immeubles sont vides au moment des explosions qui les ravagent totalement, en revanche deux agents en faction sont tués.

Cette fois, Léon Blum et Marx Dormoy, son ministre de l'Intérieur, décident de réagir. Si les services de ce dernier n'ont pas encore établi un lien parfait entre les quatre dossiers criminels, ils estiment cependant que l'organisation secrète dénommée « Cagoule » par dérision, et dirigée par un petit groupe d'hommes déterminés et désormais identifiés, est à l'origine de ces actions.

Le 23 novembre, Dormoy lance l'une des plus vastes opérations de police qu'ait connue la III<sup>e</sup> République. Les perquisitions permettent de saisir dans l'ensemble de la capitale d'impressionnants stocks d'armes, de munitions et d'explosifs – de quoi équiper plusieurs centaines d'hommes –, de toute évidence accumulés dans la perspective d'un coup d'État contre le régime républicain. Elles permettent également de découvrir la liste de la plupart des membres « abonnés » à ce mouvement, également dénommé Csar, ou Osarn<sup>1</sup>. Enfin et surtout, elles aboutissent à l'arrestation de ses principaux dirigeants, parmi lesquels François Méténier, le général d'aviation Duseigneur et le chef suprême de l'organisation : le polytechnicien Eugène Deloncle, issu de la promotion 1910.

### *Mariage chez les Mitterrand*

Deux ans plus tard, le 6 décembre 1939, en l'église de Saint-Mandé, Mlle Édith Cahier épouse Robert Mitterrand, frère aîné de François. En raison de la déclaration de guerre et de la mobilisation, les invités sont peu nombreux. Ils ne sont qu'une dizaine à déjeuner à l'hôtel Lutetia, en présence du beau-père Jules Mitterrand, venu spécialement de Charente avec son dernier fils, Philippe. Dans son livre de souvenirs, Édith Cahier-Mitterrand évoque également la présence de Geneviève Mitterrand, l'une de ses belles-sœurs, de ses deux témoins, de ses frères et d'un couple d'amis. En toute logique, sa tante Mercédès, sœur de son père, était venue avec ses enfants. Mais Édith n'en souffle mot, pas

1. Csar : Comité secret d'action révolutionnaire. Osarn : Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale.

plus que Mercédès dans son propre témoignage<sup>1</sup>. Serait-ce parce qu'elle est l'épouse du dirigeant terroriste Eugène Deloncle, chef de la Cagoule, détenu à la prison de la Santé à partir de novembre 1937 ?

En revanche, Édith insiste sur la présence de son père, Paul Cahier, « superbe dans son uniforme militaire », lequel « se comporte agréablement, comme chaque fois qu'il se trouve en compagnie de gens à séduire, et semble satisfait. Ce sera la dernière réunion familiale avant longtemps. Le tout est empreint d'une grande mélancolie, chacun a dans l'esprit les menaces qui se précisent, la peine de n'avoir pu rassembler tous ceux que nous aimions<sup>2</sup> ».

Fringant polytechnicien, Robert Mitterrand est fraîchement émoulu de cette école qui forme l'élite technique et militaire de la République. Comme nombre de ses condisciples, il a choisi l'artillerie comme arme de spécialité. À la sortie de l'École d'application de Fontainebleau, il est affecté comme sous-lieutenant au 72<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Vincennes. L'un des officiers est le capitaine Paul Cahier. Ce commandant de batterie incarne parfaitement l'officier des années 1930, « qui, au retour de la Grande Guerre, fort de brillants états de service, présente une situation physique où les souvenirs du conflit ont instillé une part de nihilisme ténébreux<sup>3</sup> ». Ayant réalisé au lendemain de la guerre « un beau mariage » avec une jeune femme discrète dont la famille est relativement fortunée, il vit agréablement dans la région marseillaise. Mais Paul Cahier est décrit par sa fille comme un homme cassant, très méprisant avec les femmes et incapable, en outre, de gérer le patrimoine familial. Sur le plan politique, il fait partie de ces militaires naturellement portés à droite, qui se radicalisent à partir du 6 février 1934 face à la menace communiste et aux scandales impliquant des dirigeants politiques. Comme l'a révélé quelques années plus tôt l'« affaire des fiches », nombre d'officiers de tradition catholique

1. Mercédès Deloncle-Corrèze, *Histoire sans égoïsme*, La Pensée universelle, 1983.

2. Édith Cahier, *Ma famille Mitterrand*, Robert Laffont, 2002, p. 52.

3. *Ibid.*, p. 52.

partagent alors les idées de Charles Maurras fondées sur l'autocratie, l'antiparlementarisme et l'antisémitisme. On raconte à Vincennes que les officiers et sous-officiers du 72<sup>e</sup> régiment ont participé avec enthousiasme à la manifestation violente du 6 février 1934, qui a vu les forces de droite et d'extrême droite menacer la République. Les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque et l'Union nationale des combattants, deux organisations d'anciens combattants de 1914-1918, ont démontré leur puissance à cette occasion. Il s'en est fallu de peu, ce jour-là, que le régime ne soit emporté par la vague.

La fiche de Paul Cahier au Service historique de la Défense le mentionne dans l'encadrement du 72<sup>e</sup> RA, à la date du 29 septembre 1938. Il est alors capitaine, commandant du 2<sup>e</sup> groupe de cette unité<sup>1</sup>. Et c'est en mai de la même année que Robert Mitterrand arrive au régiment. Le jeune sous-lieutenant sympathise rapidement avec « un officier élégant, spirituel et un peu cynique. Dès le premier contact, il y a une certaine connivence entre nous<sup>2</sup> ». Les polytechniciens ont toujours été prisés dans l'artillerie qui, avec le génie, constitue leur affectation de prédilection depuis le premier Empire. En moins de deux mois, Robert Mitterrand est invité à déjeuner au domicile de l'officier, à Saint-Mandé. Il y rencontre la jeune Édith, fille du capitaine, et découvre que la famille Cahier est liée à la famille Deloncle.

Édith Cahier peut difficilement présenter son oncle, détenu, à son fiancé. Il semble toutefois qu'elle l'ait informé de sa situation particulière et n'ait pas fait mystère de ses liens familiaux. Depuis deux ans, les journaux dissertent à pleine page sur la fameuse affaire de la Cagoule. Son témoignage évoquera brièvement les « déjeuners du dimanche » chez Mercédès et Eugène Deloncle : « Leur fille, ma cousine germaine Claude, a le même âge que moi [...]. Mon oncle est un homme hors du commun, charmeur, féru d'histoire, d'une grande culture, qui pourrait

1. Le régiment d'artillerie est composé de deux groupes, eux-mêmes divisés en batteries, lesquelles se trouvent sous le commandant d'un capitaine ou, éventuellement, d'un lieutenant. Le lieutenant Robert Mitterrand est affecté à l'une de ces batteries.

2. Robert Mitterrand, *Frère de quelqu'un*, Robert Laffont, 1988, p. 147.



répondre à ma soif de connaissance<sup>1</sup>. » Quelques lignes plus loin, elle indique avoir fréquenté régulièrement son oncle, devenu un familier de son père. Au fur et à mesure de ces rencontres, elle a pris conscience de la vraie personnalité d'Eugène Deloncle, au-delà de l'évocation des grandes batailles de 14-18 ou de ses expériences professionnelles. Car, à ses proches et à ses amis, Deloncle ne dissimulait pas ses convictions politiques : « Ce que je découvre auprès de lui est au contraire un climat de suspicion et de fanatisme, violemment antisémite et anticomuniste, où reviennent sans cesse les mots à vrai dire incompréhensibles pour moi de "rastaquouère", "métèque", ou encore "youpin", les supposés ennemis de la "vraie France". Où l'on parle d'assassiner Blum, d'autres encore. La haine qui anime les conversations est inouïe<sup>2</sup>. »

« Rastaquouère », « métèque », « youpin », assassinat du chef du gouvernement : il s'agit là du vocabulaire commun des militants d'Action française et des fantasmes de son chef, Charles Maurras. Mais Édith Cahier va plus loin. Depuis février 1934, explique-t-elle, son oncle était en rupture avec l'Action française. Elle sait qu'il a fondé le Comité d'action révolutionnaire, la fameuse Cagoule : « Des hommes très différents, soucieux de lutter contre le communisme et de renverser la Gueuse, la République du Front populaire, adhèrent à cet organisme proche du fascisme : Abellio, que je retrouverai beaucoup plus tard, écrivain reconnu, un certain docteur Henri Martin, particulièrement redoutable de violence dans ses propos. Les autres sont essentiellement des hommes de main. Parmi eux se trouve Jacques Corrèze, le bras droit de mon oncle Eugène, qui s'enrôlera plus tard dans la LVF<sup>3</sup>. »

Ces noms sont évocateurs à plus d'un titre. Le recul dont nous disposons permet aujourd'hui de reconstituer le puzzle des relations familiales et amicales existant entre les Cahier et les Deloncle, d'une part, entre le pôle Cahier-Deloncle et la famille Mitterrand, d'autre part. Qu'il suffise de noter, pour l'heure,

1. Édith Cahier, *op. cit.*, p. 27.

2. *Ibid.*, p. 22 *sq.*

3. *Ibid.*, p. 28. LVF : Légion des volontaires français contre le bolchevisme.

qu'Henri Martin et Jacques Corrèze, dès 1936, faisaient partie du comité directeur de la Cagoule. Le fait qu'Édith Cahier les ait trouvés régulièrement au domicile de son oncle, ou même de son père, prouve l'existence de relations entre ces familles et l'organisation terroriste impliquée.

Quant à Raymond Abellio, dont le nom n'évoque plus nécessairement un souvenir précis, il s'agit du nom de guerre de Georges Soulès, autre polytechnicien, d'une promotion proche de celle de Robert Mitterrand. Sorti dans le corps des Ponts et Chaussées, Soulès/Abellio a d'abord été proche de la gauche. Puis il a rejoint la Cagoule, fasciné par la personnalité de Deloncle. Pendant l'Occupation, il fera partie du Mouvement social révolutionnaire (MSR), dirigé par l'ancien chef cagoulard devenu l'un des propagandistes de la Collaboration<sup>1</sup>. Il deviendra ainsi le scribe du mouvement, succédant à Aristide Corre<sup>2</sup> dans le compte rendu scrupuleux des événements marquants de ce mouvement d'extrême droite.

Ainsi, Paul Cahier et Eugène Deloncle partagent les mêmes convictions politiques, le même extrémisme. Édith entend parfois son père se vanter d'avoir refusé de serrer la main d'un juif dans une réception, attitude qu'il conservera bien après la guerre. Impossible, en revanche, d'affirmer qu'il soit devenu un membre de la Cagoule civile ou militaire. Seules l'étroitesse et l'intensité des relations qu'il entretient avec Deloncle, le fait qu'il reçoive à son domicile des hommes avec lesquels il

1. Voir chapitre 5, p. 166. Georges Soulès, dit Raymond Abellio, rompra avec Deloncle en 1942, mais restera investi jusqu'au dernier instant dans une organisation d'extrême droite. Lors de son procès, à la Libération, il bénéficiera d'un témoignage à décharge du général Pierre Guillain de Bénouville. Il se lance alors dans la littérature ésotérique et laissera trois ouvrages de mémoires, dont l'un presque introuvable : *Sol invictus* (Ramsay, 1980), jamais réédité, qui met aimablement en cause dans le fonctionnement de la Cagoule et du MSR plusieurs protagonistes, dont Eugène Schueller.

2. Aristide Corre est l'archiviste de la Cagoule. C'est d'ailleurs en raison des écrits découverts à son domicile que l'ensemble du réseau tomba aussi facilement entre les mains de la police. Ses cahiers ont été publiés par Christian Bernadac sous le titre *Dagore, les carnets secrets de la Cagoule* (France-Empire, 1977), Dagore étant le pseudonyme de Corre dans la clandestinité cagoularde.

n'a aucun lien familial, tels que Jacques Corrèze, permet de prétendre qu'il est proche du mouvement. Et si l'on compare le témoignage direct et spontané de sa fille et de sa sœur Mercédès avec les renseignements fournis par Corre dans ses carnets, il devient possible d'affirmer que Paul Cahier a assuré son ami de son entière participation au jour J, celui où Deloncle devait déclencher le coup d'État programmé.

### *Un homme infréquentable ?*

Eugène Deloncle, né le 20 juin 1890, est issu d'une famille de fonctionnaires, de militaires et de politiciens, pour la plupart fondamentalement engagés à droite, mais globalement favorables au régime de la III<sup>e</sup> République. Si l'un de ses oncles a côtoyé quelque temps Paul Déroulède au moment de l'affaire Dreyfus, il s'en est éloigné. Son père Louis, officier de la Royale, l'a quittée pour devenir commandant de paquebots transatlantiques. En 1898, son navire la *Bourgogne*, éperonné par un autre bâtiment, coule avec quelque cinq cents passagers et hommes d'équipage. Le commandant, resté sur la passerelle jusqu'au dernier instant, disparaît avec son navire.

Élevé par sa mère, sœur du général Paul-François Grossetti, Eugène Deloncle effectue au lycée Hoche de Versailles une scolarité brillante, tant en littérature (il se pique de poésie) qu'en mathématiques, et se verra remettre la médaille d'or destinée à l'élève ayant donné le plus de satisfaction et obtenu le plus grand nombre de prix. Il entre ensuite sans difficulté à l'École polytechnique, dont il sort parmi les premiers de la promotion 1910. Suivant l'exemple paternel, il choisit l'École du génie maritime.

Au début du siècle, les Cahier et les Deloncle, demeurant à Versailles, se fréquentent lors des promenades dominicales sur la terrasse du château. Entre ces deux familles de militaires (Léon Cahier est médecin général), les relations sont naturelles. C'est à cette époque que la jeune Mercédès rencontre Eugène, promis à un bel avenir, et se fiance sans hésiter. Il lui faut cependant attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour l'épouser.

Affecté dans l'artillerie, Deloncle se comporte de façon très honorable. Commandant d'une batterie de canons de 75 mm, il prend part aux grandes batailles de Mortemart et de Bois-le-Prêtre. Il se fait remarquer lors d'une mission de reconnaissance pour le commandant du 16<sup>e</sup> corps d'armée... qui n'est autre que son oncle, le général Grossetti. Ce dernier, accompagné de son officier d'ordonnance, de membres de son état-major et du lieutenant Deloncle, effectue une reconnaissance sur le terrain. Le petit groupe essuie un tir ennemi qui le manque de peu. Le lendemain, 27 septembre 1915, le lieutenant Deloncle repart effectuer la même reconnaissance, mais cette fois les canons allemands ne le ratent pas. L'officier qui l'accompagne est tué sur le coup et Deloncle est gravement atteint au ventre par un éclat d'obus. Cette action lui vaudra sa troisième citation.

Dès son rétablissement, il est expédié dans les Dardanelles pour retrouver cet oncle qu'il vénère et combattre sur le front bulgare-allemand, en territoire albanais, sous le commandant du futur maréchal Franchet d'Espèrey. En raison d'une grave atteinte de paludisme, il est bientôt rapatrié sanitaire. Quant au général Grossetti, lui-même gravement malade, il mourra le 8 janvier 1918. Son aura semble désormais couvrir les faits et gestes d'Eugène Deloncle. À ceux qui ignorent qu'il est le neveu d'un héros, il le rappelle vertement, dans les cercles tant civils que militaires. L'ombre tutélaire de Grossetti le précède dans tous les milieux et lui ouvrira bien des portes pendant vingt ans.

### *Pas de question !*

Robert Mitterrand et, au-delà, le cercle familial ont-ils eu conscience de la portée de l'alliance consentie ce 6 décembre 1939 ? Cette question a été occultée par la plupart des biographes de l'ancien président. Son frère lui-même est resté étrangement silencieux sur ce sujet, alors qu'Édith, son épouse, n'a pas hésité à évoquer non seulement le caractère ombrageux, antisémite et passionné de son père, mais également le fait que les engagements politiques d'Eugène Deloncle étaient connus de la famille

Cahier. Dès lors, Robert ne pouvait ignorer les convictions profondes de son beau-père. Celui-ci n'en faisait d'ailleurs pas mystère et n'hésitait pas à les exprimer publiquement. Il devait en faire part au mess des officiers, au sein de ce régiment que l'on sait acquis aux opinions d'extrême droite. Peut-être même Robert Mitterrand a-t-il pu croiser Eugène Deloncle – après sa libération – à l'occasion de fêtes de famille ou de rencontres plus occasionnelles, de même que quelques-unes des personnes qui papillonnaient dans l'entourage du chef cagoulard, puisque son épouse Édith les cite nominativement.

Les trois frères Mitterrand, semble-t-il assez proches si l'on en croit les souvenirs de l'un d'eux<sup>1</sup>, étaient en âge de comprendre l'action d'un homme tel que Deloncle. La portée d'une alliance avec la nièce du chef d'une organisation terroriste antirépublicaine ne pouvait leur échapper. Deloncle et le comité directeur de la Cagoule venaient de subir plusieurs mois de détention dans le cadre d'une instruction criminelle dont les journaux de la France entière s'étaient fait l'écho. À la date du 6 décembre 1939, tous les Français sont informés de l'identité et de la qualité des auteurs des attentats ayant détruit les immeubles de la CGPF. L'ampleur du complot ourdi par la Cagoule est dénoncée par l'ensemble des médias, toutes opinions confondues. *L'Action française* elle-même s'est évertuée à démontrer qu'elle n'était pour rien dans cette aventure. Les « cagouleurs » – expression humoristique inventée par l'éditorialiste Maurice Pujol pour discréditer l'aventure du Csar – ne seraient que des militants dévoyés sans la moindre crédibilité<sup>2</sup>.

Un ancien élève de l'École libre des sciences politiques, un polytechnicien et un saint-cyrien pouvaient-ils ignorer la portée d'une action terroriste telle que celle mise en œuvre par Eugène Deloncle ? Dans son livre de souvenirs, Robert Mitterrand écrit une chronique détaillée de l'année 1938, durant laquelle il semble avoir tenu de façon quotidienne un journal

1. Robert Mitterrand, *op. cit.* Cf. également Robert Schneider, *Les Mitterrand*, Perrin, 2009.

2. Maurice Pujol, « Les cagouleurs », *L'Action française*, 20 novembre 1936.

qui reflète l'évolution de ses opinions. Pas un mot, en revanche, sur le procès de la Cagoule, dont l'instruction est conduite par le juge Béteille. Le fait même qu'il n'ose pas préciser la date de son mariage est une indication significative, lorsqu'on sait que le mouvement cagoulard ne restera pas sans influence politique au cours des années suivantes, et qu'en outre un certain nombre de ses membres occuperont des fonctions éminentes dans l'armée et l'administration.

Oui, le 6 décembre 1939 est une date importante dans la biographie de la famille Mitterrand.